

ILS ORGANISERONT DES SIT-IN AU NIVEAU NATIONAL

Les adjoints de l'éducation renouent avec la protesta

Les adjoints de l'éducation qui avaient, le jour de la rentrée scolaire, donné le ton en observant une grève, renouent avec la contestation. Mercredi prochain, à l'appel du Comité national des adjoints de l'éducation sous l'égide de l'Unpef, ils tiendront des sit-in devant les Directions de l'éducation au niveau de l'ensemble des wilayas.

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - Les adjoints de l'éducation ne décolèrent pas.

Ils continuent de considérer que le statut des personnels de l'éducation ne leur rend pas justice.

Le Comité national des adjoints de l'éducation, faisant siennes les préoccupations de ce corps, considère dans un communiqué qu'en dépit du rôle joué par les adjoints aussi bien



Photo : Samir Sid

sur un plan administratif qu'éducatif, ce corps n'est pas reconnu à sa juste valeur par la tutelle.

Ce même comité sous l'égide de l'Unpef considère la classification des adjoints de l'édu-

cation comme «injuste» et estime que ces derniers souffrent d'une absence totale d'horizons

et de perspectives d'évolution de carrière en raison de la non-valorisation du métier et de leurs conditions socioprofessionnelles déplorables.

Le Comité national des adjoints de l'éducation réclame la reclassification de ce corps, la création de nouveaux grades, la revalorisation de la formation et la création d'une prime d'encouragement.

Pour faire aboutir ces revendications, le comité, qui jouit du soutien indéfectible de l'Unpef, compte organiser le 16 novembre prochain des sit-in de protestation devant les Directions de l'éducation de l'ensemble des wilayas. Les adjoints de l'éducation promettent de recourir à d'autres formes de protestation.

Les dates et la forme que prendront ces dernières seront ultérieurement déterminées.

N. I.

AFFAIRE ABM

Oultache écope de 7 ans de prison

De lourdes peines ont été prononcées, hier en début de matinée, par le tribunal correctionnel de Sidi M'hamed à l'encontre des mis en cause dans l'affaire opposant la DGSN à la société privée ABM. Les peines prononcées varient de sept à trois années de prison ferme, dont la plus lourde a été prononcée à l'encontre des deux ex-cadres de la Sûreté nationale à savoir Chouaib Oultache et Youcef Dhimi respectivement ex- chef de la direction aérienne et directeur de l'administration de la Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN).

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - Les deux principaux mis en cause dans cette affaire étaient poursuivis pour les chefs d'inculpation de «dilapidation de deniers publics et trafic d'influence».

Pour leur part, Mohamed-Antri Bouzar, P-DG d'ABM et Toufik Sator, directeur général-adjoint d'ABM (gendre d'Oultache) ont écopé de six ans de prison ferme chacun, alors que Chorfa Achour, Hafid Youcef et Yahiaoui Abdelmadjid, fonctionnaires à la DGSN, et Djeider Zerouk, directeur commercial d'ABM, ont écopé de cinq ans de prison ferme.

Une peine de quatre ans de prison ferme a été prononcée à l'encontre de Daâs Omar, Bouchaâbane Mohamed, Bouraouia Abdelhak, Boubekeur Abdelhalim, Boukhechma Amine, Abdelghafour Rachid, Kerker Samir, Nacef Abdelhakim, Abdelli Mohamed, Bouzid Rachid, Ghanem Fayez Mehdi, Laouali Djamila, Fettal Abdelhakim, Refis Hakim, Moussa Djamel et Ramdane Karim, tous fonctionnaires à la DGSN. Youcef Khodja Djamel, fonctionnaire à la DGSN, a, quant à lui, écopé de trois ans de prison ferme.

Selon l'ordonnance de renvoi, les faits concernent la passation de marchés «douteux» portant sur l'achat de 10 300 onduleurs électriques, 300 ordinateurs, 500 PC portables et 9 000 imprimantes. La société ABM a obtenu ce marché en février 2008.

Après expérimentation du premier lot de ces équipements en juin 2008, le responsable par intérim du service de comptabilité de la direction des équipements s'était rendu compte de l'absence d'un ordre de reconduction du contrat comme le stipule la réglementation. Selon la même source, «Oultache

Chouaib a utilisé de son influence sur la commission d'évaluation technique des offres où il siégeait pour qu'elle choisisse la société ABM dans laquelle son gendre est actionnaire et également directeur général adjoint».

Pour rappel, la représentante du ministère public a requis lors de son intervention dix années de prison ferme à l'encontre des vingt-cinq mis en cause dans cette affaire, alors que la défense a plaidé la relaxe, arguant qu'aucune preuve de la «culpabilité» des prévenus n'a été apportée par l'accusation.

A. B.



Photo : DR

CONFÉRENCE DES CADRES DU MDS DEMAIN

L'administration refuse de l'autoriser

Comme pour attester de l'illusoire dans la promesse de réformes politiques, les autorités ne manquent aucune opportunité d'en donner la preuve par l'acte consommé. Le Mouvement démocratique et social (MDS) vient de se voir refuser l'autorisation de tenir une conférence des cadres au Centre familial de Zéralda.

Sofiane Aït Ifflis - Alger (Le Soir) - Cet entêtement de l'administration à bâillonner l'expression politique, celle démocratique surtout, intervient à un moment où le laïus officiel se décline en mode «réformes» et «ouverture démocratique.» Un discours que la pratique travaille cependant à démentir à chaque opportunité offerte. Preuve, s'il en est besoin, le refus d'autorisation de l'activité du MDS. «Le MDS a programmé une conférence de ses cadres au Centre familial de Zéralda dans la perspective d'un congrès de refondation démocratique. Dix jours après le dépôt d'un dossier, l'administration n'a toujours pas délivré d'autorisation. Cette attitude de



Photo : Samir Sid

mépris trahit les intentions réelles et les plans du pouvoir en totale contradiction avec son discours d'ouverture», a dénoncé le parti, hier, dans un communiqué public. Pour autant, le MDS ne renonce pas, loin s'en faut, à son initiative. Il ne se résigne pas non plus au report. La conférence de ses cadres, il la tiendra à la date indiquée, soit le vendredi 11 novembre, quitte, pour ce faire, à s'accommoder de l'exiguïté du siège

central du parti, sis boulevard Krim-Belkacem, à Alger. C'est, donc, au siège central du parti que le MDS donne rendez-vous à ses cadres militants. «Le MDS prend à témoin l'opinion publique et l'informe qu'il maintient sa conférence pour le 11 novembre 2011 à 10 heures et qu'il tiendra au siège central du mouvement et appelle l'ensemble des camarades à participer activement à ce rendez-vous.» Rongé par le passé par de profonds remous internes qui ont culminé en dissidences, le Mouvement démocratique et social estime l'heure venue de ressouder ses rangs. La conférence de ce vendredi se veut d'ailleurs un prélude à un congrès de refondation démocratique. Le Mouvement affiche également l'ambition d'aider à l'unité d'action des forces démocratiques. «Dans un monde en crise profonde, les forces politiques et sociales démocratiques sont plus que jamais interpellées pour agir dans l'union la plus large autour de leur objectif commun : bâtir un Etat républicain, démocratique et social moderne.»

S. A. I.